

Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de décembre 2009

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés durant les mois d'octobre et de novembre 2009, sont résumés ci-après.

Résumé

Les délégués aux relations avec l'économie régionale ont mené, en octobre et en novembre, des entretiens avec quelque 180 représentants de diverses branches économiques. L'image qui s'en est dégagée est celle d'une conjoncture qui redémarre progressivement. Les premiers signes, généralement encore faibles, d'un revirement de tendance dans certains pans de l'industrie d'exportation se sont confirmés et intensifiés. Lors du précédent cycle d'entretiens, ces signes étaient déjà perceptibles. De plus, les attentes qui s'étaient alors exprimées ont été largement dépassées. Ces évolutions positives n'incitent toutefois pas à l'euphorie. Le chômage a continué à augmenter, et les capacités de production sont en partie restées fortement sous-utilisées dans de nombreux domaines de l'économie.

La plupart des interlocuteurs ont estimé que l'année 2010 sera difficile. Pour la première fois depuis longtemps, ils sont un peu plus nombreux à tabler sur une hausse plutôt que sur un recul du chiffre d'affaires au cours des prochains mois. Toutefois, nombreux sont ceux qui prévoient une nouvelle baisse des effectifs, et les attentes concernant les prix de vente ont elles aussi tendance à fléchir.

La faible demande demeure la principale cause de préoccupation. La pression sur les marges et la situation bénéficiaire ont été fréquemment évoquées, de même que la faiblesse du dollar dans le domaine des cours de change. En revanche, la politique des banques en matière de crédit n'a guère donné matière à discussion. La crainte, largement répandue au début de la récession, de voir la crise financière déboucher sur un resserrement du crédit ne s'est pas confirmée.

1 Production

Industrie

Par rapport au mois d'août, le nombre de représentants de l'industrie ayant évoqué une reprise de la demande a sensiblement augmenté. Ils ont attribué cette reprise avant tout à la reconstitution partielle des stocks, qui s'étaient auparavant fortement réduits, ainsi qu'aux programmes de relance mis sur pied par les pouvoirs publics dans plusieurs pays. La demande en provenance d'Asie, en particulier de la Chine, a montré du dynamisme. Une évolution similaire a été observée en Amérique latine, notamment au Brésil et au Mexique. Quant à la demande émanant des Etats-Unis et d'Europe, elle est restée modeste. Dans le cas des Etats-Unis, la faiblesse du dollar américain, qui a renchéri les exportations suisses, a joué un rôle.

Des différences parfois considérables peuvent être observées entre les diverses branches de l'industrie. Au mois d'août déjà, plusieurs entreprises en tête du cycle conjoncturel s'étaient montrées confiantes. Ces entreprises – principalement de la chimie et de l'industrie des matières plastiques – ont confirmé le revirement de tendance et signalé, en octobre et en novembre, une croissance positive tant du côté de la production que de celui des chiffres d'affaires. De surcroît, des signaux positifs ont émané également d'autres branches, au nombre desquelles figurent l'industrie énergétique et certains pans de l'industrie des machines. Bien que le tableau se soit dans l'ensemble éclairci, le climat est resté morose dans de vastes domaines de l'industrie. Dans l'horlogerie et dans l'industrie des machines, les réserves de travail étaient toujours en partie très inférieures au niveau enregistré un an auparavant. De plus, dans de nombreuses entreprises, le taux d'utilisation des capacités de production est resté à un bas niveau, bien que ces capacités aient été réduites.

Les interlocuteurs de l'industrie tablent en général sur une lente reprise. Un revirement de tendance ne devrait de toute façon pas intervenir avant 2010 dans les entreprises qui ressentent avec un plus grand décalage l'évolution de la conjoncture, notamment dans celles de l'industrie des machines qui fabriquent des biens d'équipement. Dans les autres branches de l'industrie également, la plupart des interlocuteurs estiment que la production ne retrouvera pas rapidement son niveau d'avant la récession. En outre, certains ont émis des doutes

quant à la solidité de la récente reprise de la demande. Le cycle des stocks et les programmes de relance mis sur pied par les pouvoirs publics – deux mesures qui ont stimulé la demande – prendront fin dans un proche avenir. De plus, dans de nombreux domaines, la demande est encore trop faible pour que l'on puisse de nouveau envisager une perspective à long terme et, anticipant une reprise de la conjoncture, prendre ses dispositions et investir.

Services

Dans l'hôtellerie et la restauration, les attentes, qui avaient été revues à la baisse après une évolution modérée au début de l'été, ont été largement dépassées. La demande a certes nettement fléchi en un an, mais son recul n'a pas été aussi marqué que d'aucuns le craignaient. En outre, les hôtes suisses ont en partie compensé la diminution du nombre d'hôtes étrangers dans la plupart des régions. Dans les exploitations axées sur les voyages d'affaires ainsi que sur les séminaires et congrès, le taux d'occupation est resté faible en dépit de quelques signaux positifs. Une évolution similaire a été généralement observée du côté des hôtels de catégorie supérieure, alors que les hôtels de catégorie moyenne, bénéficiant de la prise de conscience accrue des coûts par les clients, n'ont souvent enregistré que de faibles baisses de fréquentation. A l'époque des entretiens (octobre et novembre), les réservations pour la saison d'hiver s'inscrivaient la plupart du temps à un bas niveau, mais les interlocuteurs des stations de ski ont signalé que les hôtes ont de plus en plus tendance à planifier et à réserver à court terme.

Les représentants du commerce de détail ont pour la plupart fait état d'une stagnation. D'une entreprise à l'autre, la situation pouvait cependant diverger fortement du fait en particulier que les consommateurs sont plus sensibles aux prix pratiqués, d'où des transferts de chiffres d'affaires entre fournisseurs et produits de différentes gammes de prix. La demande d'articles de sport et de loisirs est restée en général soutenue, à l'instar de celle de produits alimentaires, qui est peu sensible aux fluctuations de la conjoncture. Dans les secteurs de l'habillement, de la chaussure, de l'ameublement et des appareils électroniques, la demande a par contre fléchi. Les attentes pour ce qui a trait aux ventes durant la période de Noël étaient plutôt mitigées, et le commerce de détail nourrissait certaines inquiétudes en ce qui concerne l'année 2010.

Il redoutait en particulier les effets négatifs que la nouvelle hausse du chômage, à laquelle il s'attend, pourrait avoir sur le climat de consommation.

Les entretiens menés avec d'autres prestataires de services du domaine de la consommation et des entreprises ont donné un tableau mitigé. Ainsi, les prestataires de services informatiques, la branche des voyages et l'industrie des transports ont enregistré, dans des proportions inégales, des chiffres d'affaires parfois sensiblement inférieurs à ceux de la période correspondante de 2008. Dans ce segment, la plupart des entreprises interrogées s'attendent, pour les prochains mois, à des chiffres d'affaires en stagnation ou en légère hausse.

Comme cela avait déjà été le cas au mois d'août, les jugements des interlocuteurs du secteur bancaire étaient nettement plus positifs qu'au printemps. Les banques ont bénéficié principalement de l'évolution favorable des Bourses. Dans le domaine des crédits, la demande de prêts hypothécaires des particuliers est restée forte, alors que la demande de crédits des entreprises a fléchi. Presque toutes les banques ont signalé une concurrence très vive, d'où des pressions sur les marges dans les crédits. Pour 2010, les attentes sont majoritairement modérées. Les banques prennent des dispositions pour faire face à un accroissement des créances douteuses et ont par conséquent augmenté leurs provisions. Du côté de la gestion de fortune également, elles tablent sur une évolution mouvementée.

Construction

Dans la construction, les interlocuteurs se sont généralement montrés positifs en ce qui concerne la marche des affaires, du fait surtout de la réserve de travail, dont le niveau était jugé globalement satisfaisant. La construction d'immeubles industriels et artisanaux a certes continué à évoluer faiblement, quand bien même certains signaux étaient positifs, mais la situation est restée bonne tant du côté du génie civil que de celui de la construction de logements. Pour les prochains mois, la plupart des interlocuteurs tablent sur un chiffre d'affaires largement inchangé. Dans l'ensemble, la construction continue à bénéficier des taux d'intérêt bas, des mesures adoptées par l'Etat pour soutenir la conjoncture, d'un solde migratoire certes inférieur à ce qui était observé un an auparavant, mais toujours positif, ainsi que du désir de nombreux propriétaires immobiliers de recourir

à des mesures de protection de l'environnement et d'économies d'énergie.

2 Marché du travail

Face à la récession, la plupart des entreprises interrogées ont réagi en prenant des mesures pour réduire les coûts. Elles ont ainsi recouru, dès le début, aux fluctuations naturelles de personnel pour diminuer leurs effectifs. Un grand nombre d'entreprises – dans l'industrie et, dans une moindre mesure, dans les services – ont en outre introduit le chômage partiel. Depuis le printemps, on a observé également une augmentation des licenciements. Le tableau s'est toutefois modifié, ces deux ou trois derniers mois, en ce sens que maintes entreprises qui avaient introduit le chômage partiel l'ont réduit, voire supprimé. Il ressort de nombreux entretiens qu'on ne peut pas encore parler d'un revirement de tendance sur le marché du travail. La plupart des interlocuteurs ont estimé que la reprise était encore fragile et n'ont guère prévu de renforcer leurs effectifs dans un proche avenir. Ils veulent en outre majoritairement s'en tenir à une politique consistant à utiliser les fluctuations naturelles afin de réduire les effectifs. Actuellement, beaucoup reconsidèrent encore leur stratégie et cherchent à déterminer quel sera le niveau de la production à moyen terme. Dans quelques cas, un redimensionnement et, partant, une réduction des effectifs pourraient s'imposer.

3 Conditions de crédit

La crainte qui régnait, au début de la récession, de voir la crise financière déboucher sur un resserrement du crédit ne s'est pas confirmée jusqu'ici. Même en octobre et en novembre, les interlocuteurs du secteur non bancaire n'ont guère évoqué un tel resserrement. Les banques se montrent généralement arrangeantes et répercutent leurs coûts de refinancement qui sont très favorables. Mais les primes de risque sur les crédits bancaires ont apparemment augmenté du fait de la dégradation des chiffres repères sur le plan financier.

Les banques ont confirmé cette impression. Les primes de risque ont été effectivement relevées et, surtout, différenciées plus fortement en fonction de la situation propre à chaque entreprise. Les

banques interrogées estiment que la quasi-stagnation des crédits aux entreprises, voire le recul de ces crédits, traduit surtout un affaiblissement des investissements opérés par les entreprises. Pour 2010, elles tablent sur une augmentation des créances douteuses du fait de la détérioration de la situation bénéficiaire de nombreuses entreprises.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

Les interlocuteurs de toutes les branches ont signalé des pressions à la baisse, parfois fortes, sur les marges et une détérioration de la situation bénéficiaire des entreprises. Ils attribuent généralement cette évolution à la sous-utilisation des capacités dans les exploitations et même au niveau des branches. D'un côté, le repli de la demande peut, du fait d'importants blocs de coûts fixes, entraîner une hausse des coûts moyens de production. De l'autre, étant donné les surcapacités au niveau mondial, il est difficile, voire impossible pour les entreprises de répercuter les hausses de coûts sur les prix de vente. Comme précédemment, les interlocuteurs qui se préparent à une baisse des prix de vente sont plus nombreux que ceux qui tablent sur un relèvement de ces prix. Cela vaut non seulement pour l'industrie et la construction, mais aussi pour les services. Les interlocuteurs s'attendent par conséquent en majorité à ce que les

marges continuent à se réduire fortement, ce qui contribue à accroître l'inquiétude au sujet des liquidités, mais aussi l'incertitude généralisée des entreprises.

Les entreprises ont réagi très rapidement à la détérioration de leur situation bénéficiaire et ont géré leurs coûts avec plus de rigueur. Il ressort des entretiens avec des représentants de toutes les branches que les entreprises entendent maintenir ces mesures d'économies. La marge de manœuvre pour de nouvelles mesures en matière de réduction des coûts est toutefois considérée comme étroite, à moins de recourir à des licenciements ou à des baisses de salaires.

Interrogés sur l'évolution des salaires, la plupart des interlocuteurs ont parlé d'adaptations comprises entre 0 et 1%. En cas de diminution de l'emploi, il en résulterait une stagnation ou un léger recul des salaires en termes nominaux. Quelques interlocuteurs ont mentionné que leurs entreprises avaient même examiné l'éventualité de procéder à des baisses de salaires. La plupart y ont toutefois renoncé par crainte de répercussions négatives sur la motivation du personnel.

Les interlocuteurs de l'industrie d'exportation se sont déclarés majoritairement satisfaits d'une relation de change de plus de 1,50 franc pour un euro. Les cours du dollar des Etats-Unis et de la livre sterling, fréquemment qualifiés de trop bas, les préoccupent davantage.

